

CHAPITRE I

LE DEMI-SIÈCLE PERDU DES FAUSSES INDÉPENDANCES (1960-2010)

En 1962 René Dumont écrit *L'Afrique noire est mal partie*¹, livre qui fit sa renommée en dépit d'un titre aussi fort que faux. À l'époque, le monde en perdition n'était en effet pas l'Afrique, mais l'Asie qui subissait de terribles famines et de sanglants conflits : guerre civile chinoise, guerres de Corée, guerres d'Indochine et guerre indopakistanaise. Tout au contraire, à la veille des indépendances, les Africains mangeaient à leur faim, étaient gratuitement soignés et se déplaçaient le long de routes ou de pistes entretenues sans risquer de se faire rançonner.

Aujourd'hui, la Chine, l'Inde, la Corée et dans une mesure moindre le Vietnam, sont devenus des puissances industrielles et commerciales tandis que les Africains qui

1. Éditions du Seuil, 1962.

viennent de célébrer un demi-siècle d'indépendances ont certes fêté leur dignité retrouvée, mais avec le ventre vide. En 2002, ils furent ainsi 30 millions à avoir besoin d'une aide alimentaire, chiffre qui bondit à 135 millions en 2007¹. En 2010, 30 pays africains connurent la disette et en 2011, 300 millions d'Africains ne mangeaient toujours pas à leur faim.

Pourtant, depuis 1960, les productions agricoles africaines ont progressé de plus de 45 %, résultat remarquable, même s'il fut d'abord obtenu par la mise en culture de terres nouvelles, mais, dans le même intervalle de temps la population du continent augmenta de plus de 110 %. Le calcul du déficit alimentaire est donc vite fait.

Les émeutes de la faim qui ont enflammé l'Algérie au début du mois de janvier 2011 sont annonciatrices d'inévitables catastrophes, l'Afrique, tant au nord qu'au sud du Sahara n'étant plus en mesure de nourrir une population à la croissance devenue suicidaire. Il suffirait ainsi que plusieurs mauvaises récoltes se succèdent dans les pays producteurs et exportateurs de céréales pour que le continent connaisse un phénomène de famine à grande échelle. La catastrophe a été frôlée en 2009 avec la baisse de la production russe due aux aléas climatiques; heu-

1. *Banque mondiale* (rapport de décembre 2002) et *Banque africaine de développement* (BAD), avril 2008.

reusement, les pluies furent bonnes en Afrique où, quasiment partout, les productions furent excédentaires. Mais ce ne fut qu'un répit¹.

En 2011, la situation était donc tragiquement claire : les réserves mondiales de blé étaient à un niveau extrêmement bas, d'où la flambée des cours, l'augmentation du prix du pain et donc les émeutes. Comme l'Algérie dispose de considérables réserves de devises engrangées grâce à son pétrole et à son gaz naturel, elle a pu calmer provisoirement la situation par la mise sur le marché de blé acheté à haut cours et vendu à perte aux consommateurs. Tous les pays africains ne disposant pas de la manne pétrolière, la situation alimentaire continentale est donc explosive.

Autre conséquence de la surpopulation, les disettes saisonnières qui, dans la société traditionnelle apparaissent régulièrement au moment de la soudure entre deux cycles agricoles ou lors d'accidents climatiques ponctuels, risquent à tout moment de se transformer en famines, car, et comme nous venons de le voir, les ressources alimentaires ont progressé moins vite que la population.

1. En 2011 le danger vint d'Australie où la forte sécheresse et les catastrophiques inondations ayant fait chuter de moitié la production de blé, le pays ne sera en mesure de fournir, au mieux, que la moitié des 24 millions de tonnes qu'il prévoyait de mettre sur le marché.

Des années 1960 à aujourd'hui, deux grandes zones furent quasiment en permanence frappées par le phénomène de famine : le Sahel et la Corne de l'Afrique. Depuis 2002, une troisième zone s'y est ajoutée, l'Afrique australe où cinq pays, à savoir le Lesotho, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe sont désormais touchés.

Dans toute l'Afrique le déficit alimentaire a été amplifié par l'exode rural qui a entraîné une baisse des productions vivrières et la création de mégapoles non productives mais grosses consommatrices. Le pire est cependant devant nous car, selon la BAD, les villes africaines vont continuer à recevoir et donc à absorber des vagues de plusieurs dizaines de millions d'habitants, ce qui aura pour résultat que la population urbaine va continuer à croître plus vite que la population rurale productrice de nourriture.

Les infrastructures de santé se sont quant à elles peu à peu délitées avant de s'effondrer et la pauvreté a atteint des niveaux sidérants avec pour résultat que les Africains sont de plus en plus nombreux à aller chercher de quoi survivre chez leurs anciens colonisateurs.

En dépit d'aides considérables, le continent noir s'enfonce dans un néant duquel n'émergent que quelques îlots pétroliers. Cependant, nulle part en Afrique la manne pétrolière n'a provoqué le développement. Tout

au contraire, elle y a dopé la corruption, le gaspillage et les pénuries. L'Angola qui engrange chaque année plusieurs dizaines de milliards de dollars grâce à ses exportations pétrolières voit ainsi plus de 70 % de sa population vivre avec moins de 2 dollars par jour et un enfant sur quatre y meurt avant l'âge de cinq ans. En Algérie et au Nigeria, le tout pétrole a détruit une agriculture jadis florissante et entraîné une gabegie démesurée.

À l'exception d'enclaves dévolues à l'exportation de ressources minières confiées à des sociétés transnationales sans lien avec l'économie locale, l'Afrique est aujourd'hui largement en dehors du commerce, donc de l'économie mondiale puisque, malgré le pétrole et les minerais, sa part dans les échanges mondiaux (importations plus exportations), est dérisoire. De 6 % en 1980, elle s'est effondrée à 2 % dans la décennie 1990, avant de « remonter » à 2,8 % en 2007, puis à 3,2 % en 2008 et enfin à 3,4 % en 2010 (REA¹, 2010 : 10).

Ces chiffres globaux masquent cependant des réalités régionales car les situations locales sont contrastées et donc souvent très différentes et c'est pourquoi il convient de toujours parler des Afriques et non de l'Afrique. Il est ainsi difficile de comparer les pays enclavés et les pays à façade maritime, les pays producteurs de pétrole et les

1. REA = *Rapport Économique sur l'Afrique*, Addis-Abeba (2010).

pays agricoles, ceux qui ont réussi à diversifier leurs productions et ceux qui dépendent d'un ou de deux produits et dont les économies sont suspendues aux variations des cours mondiaux.

Entre 1960 et 2011, l'Afrique a également été ravagée par de multiples conflits qui y ont fait des millions de morts et des dizaines de millions de déplacés. Durant la décennie 2000-2010, 70 % des décisions de l'ONU et 45 % des séances du *Conseil de Sécurité* lui furent ainsi consacrées. Au premier semestre 2009, quarante-deux des quarante-treize séances du *Conseil de Sécurité* et vingt-six des quarante-huit rapports remis par le Secrétaire général de l'ONU la concernèrent (Esteban, 2005).

Au début de l'année 2011, les zones de conflictualité étaient anciennes : Sahara occidental, région Tchad Soudan, frontière Éthiopie-Érythrée, Somalie et région du Kivu dans l'est de la RDC. Aujourd'hui, nous assistons au développement du phénomène des « coupeurs de route » et à celui de la piraterie dans les deux zones du golfe de Guinée et de la Corne de l'Afrique. Le phénomène des enfants soldats n'a pas disparu et le terrorisme islamiste affecte désormais toute une partie de la zone sahélienne depuis le nord du Nigeria jusqu'à la Mauritanie.

L’Afrique, terre de conflictualité

Les grands conflits africains débutèrent après les indépendances. Certains furent ethniques et limités à un pays. Même si par capillarité ethnique ils débordèrent parfois chez les voisins, la principale caractéristique de ce type de conflits est qu’ils se déroulèrent en « vase clos », même si leurs conséquences entraînèrent une déstabilisation régionale.

Tel fut le cas de la guerre du Biafra (juillet 1967-janvier 1970), des guerres du Congo-RDC entre 1960 et 1964, de celles l’Ouganda (1979-1986), du conflit du Sud Soudan (1955 aux années 2010), de ceux du Liberia (1989-2003), de Sierra Leone (1991-2002), du Congo Brazzaville dans les années 1990, du Burundi (de 1965 à 2005), du Rwanda (1990-1994), du Kivu (depuis 1996), de l’Ituri (depuis 1996), de celui de la Somalie, depuis les années 1970 ou encore de celui de la Côte d’Ivoire¹. D’autres conflits impliquèrent plusieurs pays, ainsi les guerres du Tchad (Tchad, Soudan, Libye, France), la guerre du Sahara occidental (Polisario, Maroc, Algérie et un temps Mauritanie), la guerre d’Angola après 1975 (Afrique du Sud, Angola, Cuba et Pacte de Varsovie),

1. Les guerres du Katanga entre 1960 et 1962 constituent un cas en partie différent dans la mesure où la sécession katangaise fut réduite par un contingent international envoyé par l’ONU.

avec les guerres du Zaïre/RDC (Ouganda, Rwanda, Burundi, Zimbabwe, Namibie, Angola, Tchad).

Quelques-uns opposèrent directement deux pays Maroc-Algérie (1963), Éthiopie-Somalie (années 1970), Tanzanie-Ouganda (1978-1979), Mali-Burkina Faso (1985), Éthiopie-Erythrée (1998-2000).

Depuis les années 1990, l'Afrique connaît de nouveaux conflits, souvent sous forme de résurgence d'anciennes oppositions ethniques mises entre parenthèses durant la période coloniale, puis artificiellement gommées durant la guerre froide. Ainsi au Rwanda, au Burundi, au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti, au Tchad, en Ouganda, en RDC, en Zambie, en Afrique du Sud, en Angola, au Congo, au Cameroun, au Nigeria, au Liberia, en Sierra Leone, en Guinée-Bissau, en Côte d'Ivoire, au Nigeria etc. Quasiment partout, l'Afrique des peuples est revenue en force, se réveillant de ce sommeil artificiel qui avait interrompu le déroulé de sa longue histoire. Mais cette résurgence s'est faite dans des espaces désormais bornés par un maillage frontalier.

Contrairement à ce qui est couramment affirmé, aucun de ces multiples conflits n'a une origine économique, même si cette explication permet de donner des clés immédiatement compréhensibles. Leurs éléments